**Interview de Simon Sutour, président de la Commission des affaires européennes au Sénat français – Le Matin du Sahara**

**En marge de la réunion de la Commission de l'énergie, de l'environnement et de l'eau, de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, « Le Matin » a approché Simon Sutour, président de la Commission des affaires européennes au Sénat français. Dans cet entretien, le sénateur socialiste a fait le point sur diverses questions.**

*Le Matin : Quel est l'objectif de votre visite au Royaume ?*

*Simon Sutour* : Je représente le sénat français à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (UpM). Et ce, dans le cadre d'une réunion de la Commission de l'énergie, de l'environnement et de l'eau, qui a démarré lundi dernier au siège du Parlement. Ma visite au Maroc a constitué une occasion de rencontrer des membres de la classe politique marocaine, avec qui j'ai pu discuter de l'accord d'association Maroc-UE ainsi que du statut avancé. À mon sens, les relations entre le Maroc et l'UE sont exemplaires. J'ai rencontré, également, des membres de l'USFP.

*Quel a été le contenu des communications et des discussions que vous avez eues dans le cadre de cette commission ?*

Les discussions étaient axées sur la question de l'environnement. Lundi matin, après avoir été accueillis par Karim Ghellab, président de la Chambre des représentants, nous avons suivi un exposé de Fouad Douiri, ministre de l'Énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement. Ledit exposé, qui s'articulait autour des projets et des réalisations du Maroc en matière d'énergies renouvelables, était on ne peut plus intéressant. D'autres interventions se sont avérées également importantes, notamment celle de Mme Rima Tarabay, vice-présidente d'une ONG libanaise, portant sur la dépollution de la Méditerranée. Sur ce registre, J'estime qu'il y a beaucoup de choses à faire et l'UpM se veut un cadre de travail bien adapté.

*Avec le Printemps arabe, certains acteurs politiques de la zone euro-méditerranéenne commencent à parler de la relance de l'UpM, qu'en pensez-vous ?*

J'ai toujours été partisan de l'UpM, qui regroupe les pays de l'UE et ceux de la Rive-Sud. Au niveau de l'Europe, il y a toujours eu une ambition méditerranéenne, que ce soit avec le processus de Barcelone ou avec l'Union pour la Méditerranée. Ce sont les projets concrets qui manquent. Je crois que l'élection de Martin Schulz, le président du Parlement européen, à la tête de l'Assemblée parlementaire de l'UpM est un grand atout. Car elle permettra une

complémentarité des moyens entre Bruxelles et l'UpM. Une complémentarité qui fait encore défaut aujourd'hui.

*Sur le volet de l'énergie, quels sont les grands défis à relever par les pays de l'UPM ?*

Les principaux défis identifiés dans ce domaine sont ceux de l'approvisionnement et de l'efficacité énergétiques. Un grand travail reste à faire, notamment, dans le domaine du solaire et celui de l'éolien. D'ailleurs, les ambitions et les projets marocains présentés par le ministre Fouad Douiri s'avèrent très pertinents.

*Dans cette vision globale, quelle sera la place du Maroc ?*

Le Royaume a une place majeure. Certes, il n'a pas de pétrole, mais il est en train de réaliser d'importants projets sur le solaire et l'éolien. Ces technologies sont affinées et permettront de générer des productions à grande échelle.

*Quels sont les moyens permettant d'acquérir les potentiels nécessaires afin d'assurer un développement équilibré sur chacune des deux rives de la Méditerranée ?*

À travers la politique du voisinage, le statut avancé et les accords d'association, l'Union européenne vise à aider les pays à se développer et à progresser dans leur niveau de vie ainsi que dans l'exercice de la démocratie.

*Qu'en est-il de l'appui de la commission des affaires européennes à certains dossiers marocains, notamment ceux afférents à la pêche et à l'agriculture ?*

Au niveau du Parlement français, nous ne sommes pas saisis directement de ces questions. Nous avons comme rôle de veiller à ce que va être la législation européenne et d'exercer un contrôle de subsidiarité. Nous nous intéressons aussi à tout ce qui se passe à l'UE et aux alentours. Mais, à titre personnel, en tant que président de la commission, je me félicite qu'une solution ait pu être trouvée à la question de l'accord de pêche.

*Aujourd'hui, l'Europe plonge dans une crise économique morose, et la situation risque de se dégrader. Les économistes de la CNUCED s'attendent à une baisse de la croissance mondiale et à une nouvelle récession dans l'Union européenne, d'après vous, quels sont les grands enjeux auxquels doit faire face l'Europe ?*

Il s'agit d'une crise mondiale et l'Europe n'y échappe pas, certains pays étant plus touchés que d'autres. Forcément, cette situation a des répercussions sur d'autres pays comme le Maroc, par exemple. Pour y répondre, nous essayons de nous accorder au niveau de l'UE et surtout au niveau de la zone euro sur une meilleure gouvernance en matière économique et financière. Je pense que pour l'instant nous avons évité le pire.

**Repères**

- Pour le sénateur, la complémentarité des moyens entre Bruxelles et l'UpM fait encore défaut.
- L'approvisionnement et l'efficacité énergétiques sont autant de défis à relever par l'UpM.